

Revue
internationale
d'éducation de Sèvres

Revue internationale d'éducation de Sèvres

25 | 2000

Le droit à l'éducation : vers de nouveaux contenus
pour le XXIe siècle

Contenus ou compétences ?

Une nouvelle approche

Content or skills? A new approach to curriculum reform

¿Contenidos o competencias? Cambiar la orientación del debate

Alejandro Tiana Ferrer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2556>

DOI : 10.4000/ries.2556

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2000

Pagination : 19-22

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Alejandro Tiana Ferrer, « Contenus ou compétences ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 25 | 2000, mis en ligne le 01 mars 2003, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2556> ; DOI : 10.4000/ries.2556

Contenus ou compétences ?

Une nouvelle approche

Alejandro Tiana Ferrer

Vice-recteur de l'Innovation pédagogique à l'Université nationale d'éducation à distance de Madrid, professeur titulaire du département d'histoire de l'éducation et d'éducation comparée

La question des contenus de l'éducation pour le XXI^e siècle, thème de ce colloque, constitue le point de départ de la réflexion que je livre ici. Ma première démarche a été de tenter d'y répondre, en m'interrogeant sur les matières ou les disciplines qu'il serait nécessaire de prendre en compte, sur l'importance et le nombre d'heures qu'il conviendrait de leur accorder dans les programmes scolaires, en essayant d'en arriver aux contenus principaux qui les constituent. Mais, presque immédiatement, j'ai éprouvé des difficultés. En effet, répondre à cette question nécessite d'effectuer des choix. Or, ces choix ne devraient pas être arbitraires. Aussi, une première interrogation sous-tend ou devrait sous-tendre, nécessairement, la question des contenus : quels choix effectuer ou, en d'autres termes, pourquoi telle discipline plutôt qu'une autre ? Cette question en appelle d'autres : comment doser convenablement anciens et nouveaux savoirs ? Quels sont les savoirs les plus importants et les plus pertinents pour les nouvelles générations ?

19

La réforme des curricula

Ces questions m'ont amené à analyser une expérience espagnole récente dans laquelle la question du choix s'est posée de façon cruciale, à propos de l'enseignement des humanités. Au début des années quatre-vingt-dix, une réforme profonde du système scolaire a été engagée en Espagne. L'un des points centraux de cette réforme a été la redéfinition du curriculum pour le nouvel enseignement primaire et secondaire. La démarche retenue a alors consisté à fonder ce nouveau curriculum sur l'approche psychologique de type constructiviste, ce qui a donné lieu à de nombreuses innovations et au bouleversement de l'approche traditionnelle de l'enseignement. Notamment, certaines matières nouvelles ont été introduites et les contenus de certaines disciplines ont été modifiés. Ces changements ont évidemment modifié les volumes horaires et certaines disciplines traditionnelles, comme le latin ou le grec, ont perdu de leur importance (c'est-à-dire qu'on leur a accordé moins de poids dans les programmes). Lorsque ces nouveaux programmes ont été appliqués, les réactions n'ont pas tardé à fuser. La critique la plus virulente est venue des associations des enseignants de langues classiques, de philosophie et d'histoire, qui reprochaient principalement à la

réforme d'avoir déprécié les humanités. Il est aisé de deviner qu'à cette première remarque s'associaient les pires perspectives pour l'avenir de la culture espagnole.

Bien entendu, il n'est pas de mon propos de dire qu'il faut réduire le temps consacré à l'enseignement des humanités : ma réflexion suit une tout autre direction. Quoi qu'il en soit, et pour en revenir à cette réforme, l'année 1996 a marqué une nouvelle étape. À la suite du changement de gouvernement intervenu à cette date, une commission pour la réforme des humanités a été créée. Au sein de cette instance, deux thèmes ont été principalement débattus : d'une part, la perte d'importance des humanités et, d'autre part, l'abandon d'une culture commune (historique) en Espagne. La prise de position de cette commission sur le premier point a engendré de nombreux questionnements : fallait-il supprimer d'autres matières ? Lesquelles ? Et combien ? Et comment ? Un débat houleux en est résulté, duquel ont surgi de nombreuses controverses entre les enseignants et les responsables politiques. Le consensus était impossible à trouver. En effet, accepter la réforme telle qu'elle avait été conçue réduisait l'importance accordée à la culture, tandis qu'à l'inverse, augmenter le volume horaire des sciences humaines aurait conduit à une réduction du temps consacré aux mathématiques, aux sciences et aux technologies, qui sont l'un des maillons les plus faibles du système éducatif espagnol. Finalement, la commission a conclu ses travaux et, un an et demi plus tard, rien n'a changé.

La question des compétences

Cette expérience m'a amené à repenser la façon dont on aborde généralement les réformes des contenus de l'éducation. De fait, le cas espagnol avait conduit à une impasse. Une question de fond n'était pas résolue. D'où provenait alors ce blocage et quel était le problème originel ? De toute évidence, la question des contenus n'était pas la bonne ou, tout du moins, elle n'était pas celle qu'il fallait poser au départ. C'est pourquoi j'en suis arrivé à penser que pour aborder ce type de question et pour y apporter des réponses, c'est l'angle d'approche qui doit être modifié.

J'ai donc cherché à analyser ce qui avait fait défaut dans la réflexion préalable à la réforme espagnole. En premier lieu, la question des personnes auxquelles s'adresse l'enseignement était absente. Or, l'enseignement a bien pour fonction de former des individus dans un but précis. Une question devrait donc être centrale : quels types de personnes et quels citoyens désire-t-on promouvoir ? Cette question renvoie à celle des valeurs que l'on souhaite transmettre, des aspirations que l'on souhaite développer. Par conséquent, en deuxième lieu, se pose la question des compétences. C'est là la vraie question centrale. Bien sûr, il est important de débattre des contenus, mais cela vient ensuite.

Cette réflexion nous porte vers un domaine réellement passionnant mais certainement complexe. Tout d'abord, la question des compétences est plus

porteuse d'avenir que celle des disciplines. Par ma formation d'historien et, plus encore, par les travaux que j'ai conduits en histoire de l'éducation, je sais que les disciplines ont toujours été un outil de pouvoir à l'intérieur des systèmes d'enseignement. Ce fut le cas avec l'introduction des sciences en Angleterre ou avec la grammaire scolaire en France. Je ne m'étendrai pas davantage sur des exemples qui seraient inutiles ici. Les évoquer permet toutefois d'entrevoir ce qu'une approche, en termes de compétences, peut apporter de nouveau. Il est sûr, néanmoins, que ce champ pose des difficultés conceptuelles et opérationnelles.

Des difficultés d'ordre conceptuel et opérationnel

Du point de vue conceptuel, le terme de « compétences » n'est pas tout à fait univoque. En effet, il peut être abordé sous différents angles : celui de la sociologie, celui de la psychologie, celui de l'économie, celui de la philosophie. Dans l'ensemble de ces champs, on trouve des points de vue similaires, mais aussi des divergences. Pour clarifier le terme de « compétences », il est donc nécessaire d'entreprendre un effort de rapprochement des différentes sciences et de procéder à un travail de convergence transdisciplinaire et interdisciplinaire. Quant au point de vue opérationnel, les difficultés sont encore plus grandes. La traduction opérationnelle des nouveaux concepts est ardue, ceux-ci n'étant souvent pas encore suffisamment définis et manquant de clarté. Par ailleurs, se pose le problème de la résistance des structures de pouvoir académique, généralement peu enclines à accepter des évolutions qui les remettent en question. Les difficultés sont donc évidentes. Cependant, selon moi, il n'existe pas d'autre voie pour sortir du piège des débats interdisciplinaires.

On le comprend, définir les compétences essentielles que l'école devrait développer n'est pas une tâche aisée. Elle est même sans doute presque impossible. Mais faire l'effort de s'engager dans cette réflexion permettra de reconsidérer, sous un nouvel angle, les problèmes majeurs auxquels sont confrontées les réformes des programmes. Certains projets actuellement à l'étude et certaines expériences déjà mises en œuvre, peuvent servir de base à une réflexion dans ce sens et aider à suivre cette voie nouvelle. Ainsi, du point de vue théorique, certains auteurs ont réfléchi à cette question en dépassant les intérêts disciplinaires et ont ouvert de nouvelles voies et de nouvelles approches¹. Du point de vue conceptuel, on note l'émergence de tentatives de clarification du champ des compétences, qui doivent être soutenues². Enfin, du point de vue opérationnel, des expériences voient le jour – qui tentent de construire des curricula sur une

1 On peut citer ici l'ouvrage de Fernando Savater : *El valor de educar*.

2 Voir le rapport de l'OCDE intitulé : *Définition et sélection des compétences*.

base moins disciplinaire qu'auparavant (c'est notamment le cas des réformes espagnole et argentine).

*
* *

Bien que les difficultés inhérentes à l'approche par les compétences soient évidentes, le jeu en vaut vraiment la chandelle. Le débat serait plus fructueux si le conflit entre les différentes disciplines était évité et si on s'interrogeait réellement sur les types de personnes que l'on souhaite promouvoir. Il est clair que nous ne nous situons encore qu'au plan des idées et que celles-ci avancent péniblement. Mais, si l'on doit réellement réfléchir à ce que devra être l'enseignement de demain, il est nécessaire de commencer à changer l'axe de la réflexion afin de trouver une approche plus porteuse d'avenir. La question essentielle est donc : pourquoi et comment ?